

# Comment aborder les témoignages pour entretenir la mémoire sur le régime « khmer rouge » ?

តើត្រូវពិចារណាសក្ខីភាពទាំងឡាយយ៉ាងដូចម្តេច ដើម្បីចងចាំនូវភាពពិតក្រោមរបបខ្មែរក្រហម ?

par Sacha Sher<sup>1</sup>  
ដោយ លោក សាស្តា ស្តែវ

អ្នកនិពន្ធ លោក សាស្តា ស្តែវ កំពុងបញ្ចប់និក្ខេបបទ ថ្នាក់បណ្ឌិតផ្នែកសង្គមវិជ្ជានយោបាយ ស្តីពីការវិវត្តនយោបាយ របស់ពួកខ្មែរក្រហម ។ នៅក្នុងអត្ថបទនេះ អ្នកនិពន្ធសូមជម្រាប ថា ជាទូទៅ នៅក្នុងបណ្តាបស្ចឹមប្រទេស គេស្គាល់ប្រវត្តិសាស្ត្រ បដិវត្តន៍កម្ពុជាពីឆ្នាំ ១៩៧៥ ដល់ ១៩៧៨ តាមរយៈសក្ខីភាព ទាំងឡាយ ។ សក្ខីភាពទាំងអស់នោះ ជាឯកសារប្រវត្តិសាស្ត្រ

ដែលគប្បីលើកយកមកវិនិច្ឆ័យស្របទៅក្នុងកាលៈទេសៈនោះ វិញដោយធ្វើការត្រិះរិះនិងការវិភាគយោងទៅតាមអ្វី ៗ ដែល យើងដឹងត្រូវពីនោះ ។ ជាទីបញ្ចប់ គប្បីមានការស្រាវជ្រាវ រវាងសក្ខីភាពទាំងនោះ ដោយហេតុថា នេះជាវិធីសាស្ត្រ ដែលគេអនុវត្ត កាលណាគេសរសេរអំពីសម័យនានាក្នុងប្រវត្តិ- សាស្ត្រ ។

L'historien du régime révolutionnaire dit du Kampuchéa Démocratique (K.D.) est confronté à une masse de sources dont la valeur est inégale. Il doit, dans un premier temps, déterminer dans quelles conditions ont été élaborés les documents, et de quelle manière ont été recueillis les témoignages. La recherche historique requiert une certaine défiance, un doute méthodique<sup>2</sup> que nous appliquerons ici à une première réflexion sur les témoignages disponibles dans les lieux publics en France.

François Ponchaud, qui avait été le premier à en récolter et se voyait parfois reproché par des réfugiés à qui il posait trop de questions d'être partisan des « Khmers rouges »<sup>3</sup>, n'a pas poursuivi après 1979. Parmi les travaux de Cambodgiens de France, nous ne connaissons qu'une étude d'Ang Choulean, de 1984, « le régime khmer rouge », qui, pour intéressante qu'elle est n'en est pas moins imprécise quant aux sources et teintée par l'historiographie de la République Populaire du Kampuchéa qui renversa le régime du K.D.<sup>4</sup>. Depuis, en dehors de l'ouvrage de référence de Marie-Alexandrine Martin, *Le mal cambodgien* (Hachette 1989), on se contente de donner la parole aux réfugiés et aux survivants sans faire l'effort nécessaire de trier les sources avec méthode, réserve, distance et objectivité.

Commençons par un ouvrage rapidement écrit qui bénéficia d'une large diffusion : *Un peuple assassiné* de John Barron et Anthony Paul. Ces deux journalistes américains furent introduits dans quatre camps de réfugiés par un représentant du ministère thaïlandais de l'Intérieur, à une époque où la Thaïlande avait intérêt à noircir l'image de son voisin communiste. Les journalistes écrivaient qu'« à chaque fois » ils s'étaient adressés au chef du camp pour dresser une liste des réfugiés qui leur « paraissaient particulièrement prometteurs sur le plan des renseignements »<sup>5</sup>... On imagine dès lors le genre d'histoires qu'ils ont voulu retenir ou croire.

Dans la presse française, on privilégiera les articles

des années soixante-dix réalisés avec un certain nombre de précautions par Patrice de Beer ou Roland-Pierre Paringaux pour le journal *le Monde*, plutôt que les articles des années quatre-vingt ou quatre-vingt-dix, qui procèdent par clichés et par généralisation à partir d'anecdotes, faute de vue d'ensemble et de sens critique. Il est significatif de constater que la presse à grand tirage ignore totalement l'ouvrage de Marie-Alexandrine Martin ainsi que ses études parues dans *Études rurales* de 1981 à 1986 (n° 83, 89-91, 99-100, 103-104). On ne connaît généralement pas non plus les témoignages réunis dans *ASEMI*, vol. XIII, 1982, *Cambodge I*, pp.183-210 (Apsara, « Les enfants du Kampuchéa Démocratique », Ly Den, « La médecine des cadres Khmers rouges », Leng Vuoch Eng, « Les soins dispensés à la population sous les Khmers rouges »).

On doit à Michael Vickery l'ouvrage d'ensemble sur les conditions de vie pendant la révolution ou la tentative de révolution au Kampuchéa, qui, le premier, a réuni les conditions attendues d'un travail scientifique : *Cambodia 1975-1982* (Boston, South End Press, 1984, réédition 1999 chez Silkworm Books, Bangkok). Même si l'on peut diverger sur son analyse de la nature du régime – une révolte paysanne sans véritable caractère communiste –, on ne peut que constater qu'il fut le premier à publier les résultats d'une enquête assez longue, menée d'avril à septembre 1980, auprès de réfugiés venus de plusieurs régions, sans traducteur ni intermédiaire des autorités thaïlandaises. Connaisseur du Cambodge depuis le début des années soixante, Vickery prenait soin d'exposer en détail la façon dont il avait approché ces réfugiés, d'anciennes connaissances parfois. Les informations recueillies contrastaient avec celles d'autres journalistes ou auteurs de livres, dont la façon de réaliser les entretiens était différente, si bien qu'il lui était impossible de reconstituer une vision en bloc de la réalité, alors même que les circonstances dans lesquelles il avait mené son enquête (dans les camps de Thaïlande, après que

les partisans les plus fidèles du K.D. aient quitté le camp de Sakeo, en juin 1980), rendaient l'échantillon de réfugiés interrogés, composé avant tout de membres de la classe moyenne urbaine, aussi peu représentatif que d'autres.

L'idéal serait de disposer de témoignages recueillis par plusieurs chercheurs spécialistes du Cambodge. C'est chose rare : on a celui de Peang Sophi, un ouvrier de Battambang parti en janvier 1976, qui fut écouté par David Chandler, Ben Kiernan et Muy Hong Lim (cf. *The Early Phases of Liberation in Northwestern Cambodia: Conversations with Peang Sophi*, Working Papers, n° 10, Monash University, Melbourne, 1976, 11 p., rééd. Clayton Victoria, 1996). Des témoignages assez précis ont aussi été recueillis par Ben Kiernan et Chanthou Boua, qui l'aidait dans les traductions, dans *Peasants and politics in Kampuchea, 1942-1981*, W.E. Sharpe, NY, 1982, pp. 318-362. Un témoignage nous a particulièrement frappé par sa précision, celui, recueilli en 1986 par l'ethnologue Ida Simon-Barouh, de Yi Tan Kim Pho, sage-femme de 24 ans déplacée au Nord-Ouest dans le secteur 4, puis au Sud de Battambang. Pho distingue généralement ce qu'elle a vu de ce qu'elle a entendu, même si elle ne nous apprend pas grand-chose sur les questions idéologiques (*Le Cambodge des Khmers rouges, chronique de la vie quotidienne*, l'Harmattan, 1990).

On s'aperçoit d'ailleurs, si l'on fait œuvre d'histoire, qu'« il n'y a pas de bon témoin »<sup>6</sup>. Même si un témoin a assisté à un événement, sa mémoire lui fera défaut. Il n'aura pas noté ses impressions sur le vif d'une manière méthodique. Il comblera ses lacunes par des détails venus d'ailleurs. Par ailleurs, chaque témoin est associé à un passé, à des a priori, des buts, des sentiments d'appartenance à un groupe, de la vanité parfois, ou des complexes de supériorité vis-à-vis d'autres personnes. La perception de la réalité ou la façon d'en rendre compte variera nettement d'un témoignage à un autre et selon les circonstances dans lesquelles il aura été recueilli. Patrice de Beer (*Le Monde*, 8 novembre 1975) et le père Ponchaud avaient constaté que les réfugiés cambodgiens qui restaient cantonnés dans les camps de réfugiés cédaient, au fil du temps, à la tendance à modifier leur récit. L'historien s'efforcera donc de ne pas se laisser convaincre par « l'accent de vérité » d'un récit car un bon orateur qui ment peut paraître plus sincère qu'une personne hésitante qui dit la vérité.

Un fait intéressant en matière de pratique judiciaire est le reproche qui est formulé à l'encontre des témoignages d'enfants. Ceux-ci sont trop impressionnables, et, plus que les adultes, donnent des réponses différentes en fonction de la façon dont la question leur est posée. Selon des psychologues, c'est vers l'âge de douze-quinze ans que leur jugement devient plus sûr. On ne saurait donc dire que « la vérité sort de la bouche des enfants », même s'il semble qu'à partir de quinze ans, un garçon peut faire preuve d'un bon sens de l'observation.

Et encore cela varie-t-il en fonction du niveau d'éducation, de la psychologie, ou des conditions de vie de chaque individu<sup>7</sup>. Signalons que des témoignages d'enfants, ont été rigoureusement recueillis de bonne heure par Ben Kiernan et Chanthou Boua en 1979 (cf. *Peasants and Politics in Kampuchea*). Ils s'attardent en général sur les conditions de travail et la séparation d'avec leur famille. Ceux d'adultes cultivés sont autrement plus précis, politiquement intéressants, et humainement instructifs. Mais ils peuvent être amputés pour accroître les ventes (le cas d'*Au-delà du ciel* de Laurence Picq, qui fut placée en situation d'observation au ministère des Affaires étrangères) et ceux qui reconstituent le mieux la palette des comportements humains ne parviennent pas toujours à être publiés (le cas d'*Illusions perdues* de Ong Thong Hoeng, un intellectuel rééduqué par le travail de 1976 à 1978).

Un problème des témoignages est le manque de renseignements qu'ils fournissent sur le contexte historique local. Prenons celui de Pin Yathay. Le district dans lequel il fut déplacé constitue, avec le recul, un microcosme que son passé particulier rend peu représentatif du reste du Cambodge. La bourgade de Leach, au Sud-Ouest de Pursat, au pied de la montagne et à bonne distance des lacs, se trouvait dans une zone réputée pour être infestée par le paludisme. Dans les années quarante, l'Ouest de Pursat, jusqu'à Pailin en passant par Samlaut, Kranhung et Veal Veng, était fortement marqué par la présence de minorités Sâmrié ou Peâr restées esclaves du Royaume au moins jusqu'en 1898. Cette année-là, des Peâr de Kranhung s'étaient soulevés contre le tribut réclamé par l'autorité siamoise. Dans les années soixante, les habitants de l'Ouest de Pursat étaient décrits comme des sauvages qui faisaient le travail infernal de mineur. En 1967, Kranhung était l'un des premiers foyers de rébellion communiste. Les villageois de cette zone pionnière avaient été exaspérés par la présence des nouveaux venus des villes<sup>8</sup>. Bref, il y a manifestement dans cette zone un contexte plus propice à la violence qu'ailleurs. Michael Vickery indiquait d'ailleurs que d'après ses entretiens, ce district, avait probablement été l'un des pires sinon le pire de tout le K.D.

Soulignons, à propos de la question de la représentativité, que les premiers témoignages disponibles en Occident ainsi que l'immense majorité des témoignages publiés<sup>9</sup> portent sur la région Nord-Ouest, une zone où la contestation contre la révolution s'était concentrée, où le nouveau régime détectait plus d'opposition en termes de classe, et où les demandes en rendement agricole étaient plus élevées qu'ailleurs. La quasi-totalité des témoignages recueillis en 1976 par le père Ponchaud émanent de cette région. Les années suivantes, les témoignages de réfugiés offraient plus de contraste (lire *Le Monde*, 18-19 avril 1976, 7 et 8 septembre 1977, 22 décembre 1978, ou les extraits de communications de gouvernements occidentaux à l'ONU, datés en général de



juillet 1978, et rassemblés par la Commission des droits de l'Homme au début de 1979, E/CN.4/Sub.2/414/Add.1 à 10, où l'on s'aperçoit que les conditions de vie au Nord étaient meilleures qu'au Nord-Ouest).

Cela étant dit, dans le seul Nord-Ouest, la situation ne manquait pas de varier d'un secteur à un autre. Ceci apparaît à la lecture de Michael Vickery, des rapports du Comité du Parti du Nord-Ouest, ainsi que des témoignages de Yi Tan Kim Pho, de Kèn Khun (*De la dictature des Khmers rouges à l'occupation vietnamienne, Cambodge, 1975-1979*, l'Harmattan, 1994) et d'autres. L'impression de Hin Kun Thuon, un médecin interrogé par Anne Guillou, était que c'était la « loterie ». Alors qu'il était parvenu à deux kilomètres au Nord de Pursat, à Po Veal, où les cadres « connaissaient la ville » et où le paludisme ne faisait pas de ravages, ceux qui avaient choisi Leach – où l'on sait que se trouvait Pin Yathay – ceux-là étaient, selon lui, « tous morts »<sup>10</sup>. Les survivants ne sont pas rares à dire que là où ils étaient, la situation n'était pas aussi grave qu'ailleurs. Certaines zones étaient plus fertiles, plus poissonneuses et mieux approvisionnées que d'autres. Et au-delà de l'image véhiculée d'une société de caste entre le « peuple nouveau » (les nouveaux venus dans les coopératives après avril 1975) et le « peuple ancien », on peut lire qu'au bout d'un moment, certaines coopératives donnaient les mêmes rations à tout le monde, conformément à la ligne, et que les « anciens » n'eurent plus le droit de cultiver leur jardin potager (cf. *Le génocide au Cambodge* de Ben Kiernan, qui n'a pas de raisons de biaiser ses sources sur ce point comme il a l'occasion de le faire ailleurs<sup>11</sup>). Pin Yathay écrivait lui-même qu'« officiellement les anciens non plus n'avaient pas le droit de détenir du riz » (*L'utopie meurtrière*, p.299). Interrogé à la radio *France Inter* le 26 mars 1980, il répondait rapidement que les membres du peuple ancien étaient « un peu favorisés par les Khmers rouges ».

Si l'on creuse, on s'aperçoit que les témoignages comportent en leur sein des nuances qui contrastent avec le tableau d'ensemble qu'ils espèrent transmettre. Les cadres étaient plus ou moins durs ou plus ou moins conciliants selon les lieux voire les périodes. Les plus conciliants étaient apparemment parfois d'anciens bonzes. Mais de jeunes cadres qui en avaient remplacé d'autres au moment des purges pouvaient également être plus disciplinés, moins corrompus, et pouvaient améliorer les rations pendant une courte période. Des variations sur la surmortalité générale sont parfois notables : à la fin de *L'odyssée cambodgienne*,

Haing Ngor, qui fut déplacé au Nord-Ouest, raconte qu'en 1979 plusieurs réfugiés venant par vagues de l'Est, du Sud et même de la région de Battambang, étaient mieux nourris et mieux habillés que ceux de son secteur, Phnom Tippeday. La famille de son ancien chauffeur « comptait un nombre enviable de survivants »<sup>12</sup>. Autre exemple d'une nuance d'importance, l'association *Espace-Cambodge*, animée par François Ponchaud, vend le témoignage succinct d'un couple de chrétiens déplacé près de Chrey, aux environs de Battambang, dans le Nord-Ouest intitulé *Cambodge, veilleur où en est la nuit ?* Si l'histoire tourne autour de la perte, pour une femme, de son mari et de dix de ses douze enfants, on apprend que les douze enfants de sa sœur, probablement déplacés ailleurs, sont, eux, tous restés en vie. Au sujet des chrétiens, le père Ponchaud revient aujourd'hui sur l'affirmation qu'ils étaient accusés d'appartenir à la CIA : ils étaient traités de manière identique aux autres citoyens. Si des célibataires furent déplacés et dispersés au Nord-Ouest ce ne fut pas le cas de villages connus pour être occupés par des chrétiens.

On en arrive donc à penser qu'établir un modèle moyen ou statistique de la vie sous les communistes cambodgiens se heurte au caractère contrasté de la réalité. Pour retracer les conditions de vie d'une seule coopérative, la confrontation de plusieurs mémoires serait nécessaire. En revanche, on peut dégager à partir des témoignages les grands traits du régime communiste : premièrement, un État policier qui extermina délibérément et d'emblée les officiers et les hauts fonctionnaires de l'ancien régime (et on trouve la trace de tels ordres dans les confessions de cadres du Parti), un appareil répressif qui emprisonna ou élimina les personnes qui lui posaient problème ou qu'il suspectait d'opposition; deuxièmement, un État mobilisateur qui faisait travailler d'une dizaine à une quinzaine d'heures par jour toute l'année, parfois la nuit, avec, tous les dix jours, une journée dite de « repos » consacrée soit à un travail différent soit à l'instruction politique ; troisièmement, un État collectivisateur qui voulut renverser les mentalités individualistes grâce aux réunions de critique/autocritique et grâce aussi à l'abolition de la propriété privée et de la vie privée jusqu'à ne plus autoriser les gens à se débrouiller seuls ou en famille pour se nourrir ; et quatrièmement, sans être exhaustif, un État planificateur qui réquisitionnait une grande partie du riz produit – une fourchette de « 30 à 50 % » selon les instructions – à tel point qu'il n'en restait plus suffisamment pour tous quelques semaines ou quelques mois après la récolte.

<sup>1</sup> Doctorant en sociologie politique à l'université Paris-X Nanterre sur *Le parcours politique des "Khmers rouges" : formation, édification, projet et pratiques, 1945-1978*.

<sup>2</sup> Charles-Victor Langlois et Charles Seignobos, *Introduction aux études historiques*, 1898, Librairie Hachette, réédition Kimé, 1992. Les Cambodgiens y seront sensibles, eux qui connaissent l'aphorisme : « À part soi-même, il ne faut avoir confiance en personne » (Jacques Népoté, *Parenté et organisation sociale dans le Cambodge moderne et contemporain*, CNRS, 1992, p. 22).

<sup>3</sup> Lettre de François Ponchaud à Noam Chomsky du 17 août 1977.

<sup>4</sup> Les pièces du dossier et les actes du procès du 9 août 1979 feraient, au regard de la réalité, « figure d'euphémisme », et le pays aurait été transformé « en un vaste Auschwitz ». Sont également repris les chiffres du gouvernement selon lesquels il ne resterait que 4 millions de Cambodgiens, sans compter les 900.000 réfugiés à la frontière thaïlandaise. Autre exemple, des monceaux de cendres retrouvés à la pagode Onnalom proviendraient d'un four crématoire – or les historiens n'en ont pas connaissance et ce mode d'exécution va à l'encontre de

tout ce qu'on l'on sait par ailleurs (« Le régime khmer rouge » in *Les réfugiés originaires de l'Asie du Sud-Est*, monographies présentées par le CEDRASEMI du CNRS et de l'EHESS, mai 1984, collection des rapports officiels, pp. 116-7).

<sup>5</sup> John Barron et Anthony Paul, *Un peuple assassiné, l'histoire du génocide communiste au Cambodge*, Denoël, 1977, p. 17. Version originale *Murder of a Gentle Land: the Untold Story of Communist Genocide in Cambodia*, Readers Digest Press, Crowell, 1977, p. xiii, citée par Noam Chomsky in *After the cataclysm...*, p. 142. Pour certaines remarques montrant que la presse va vite en besogne, voir Serge Thion, « Le Cambodge, la presse et ses bêtes noires » in *Khmers rouges ! Matériaux pour l'étude du communisme au Cambodge*, 1981, pp. 307-327, ou *Esprit*, 9 septembre 1980, pp. 95-111.

<sup>6</sup> C'est ce qu'affirmait l'historien de l'époque médiévale Marc Bloch, pour qui la question délicate à poser était : « sur quels points un témoin sincère et qui pense dire vrai mérite-t-il d'être cru ? » (*Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre*, 1921).

<sup>7</sup> François Gorphe, *Critique du témoignage*, 1927. L'ouvrage le plus abouti sur la question à une période où les juristes français s'étaient

particulièrement interrogés sur la validité des preuves orales.

<sup>8</sup> Milton Osborne, *Before Kampuchea, preludes to Tragedy*, 1979, p. 132. R. Baradat, « Les Sâmre ou Peâr, population primitive de l'Ouest du Cambodge », *Bulletin de l'École Française d'Extrême-Orient*, t. XLI, 1941, pp. 25, 39, carte p. 4. « La révolte de Samlaut », in Ben Kiernan et Serge Thion, *Khmers rouges !* Hallier-Albin Michel, 1981.

<sup>9</sup> Exception faite de Mœung Sonn et Henri Locard, *Prisonnier de l'Angkar*, Fayard, 1993, sur Kompong Som, et, sur Phnom Penh, parmi les employés de ministères et les intellectuels, Y Phandara, *Retour à Phnom Penh, Le Cambodge du génocide à la colonisation*, Métailié, 1982, et Laurence Picq, *Au-delà du ciel, cinq ans chez les Khmers rouges*, Barrault, 1984.

<sup>10</sup> Anne Yvonne Guillou, *Les médecins au Cambodge*, thèse, EHESS, 2001, p. 233.

<sup>11</sup> À ce sujet, lire Steve Heder, « Racism, Marxism, Labelling, and Genocide in Ben Kiernan's "The Pol Pot regime" », *South-East Asia Research*, vol. 5, n° 2, July 1997, IP Publishing for the School of Oriental and African Studies, University of London, pp. 101-153.

<sup>12</sup> Haing Ngor, *L'odyssée cambodgienne*, pp. 274, 298.